

Zeitschrift:	Revue Militaire Suisse
Herausgeber:	Association de la Revue Militaire Suisse
Band:	143 (1998)
Heft:	1
Artikel:	À quelque sept cents jours de l'an 2000... : La situation en Europe et en Suisse. 1re partie
Autor:	Weck, Hervé de
DOI:	https://doi.org/10.5169/seals-345840

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. [Mehr erfahren](#)

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. [En savoir plus](#)

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. [Find out more](#)

Download PDF: 12.01.2026

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>

A quelque sept cents jours de l'an 2000...

La situation en Europe et en Suisse (1)

Il y a peu de risques que, dans les prochaines années, des conflits internationaux se produisent en Europe, mais on ne peut exclure des conflits internes en Russie, dans le monde musulman, particulièrement en Afrique du Nord et en Turquie, une reprise des affrontements en ex-Yougoslavie après un départ des forces de l'OTAN. Chaque foyer de violences collectives risque d'avoir des conséquences immédiates en Suisse : le problème kurde peut, demain, y provoquer des problèmes de sécurité. « Telle est la conséquence de la chute du communisme : en Europe, il n'y aura plus la guerre, mais il y aura sans doute des guerres¹. » Les divergences entre Etats européens, l'absence d'une politique de sécurité commune ne contribuent pas à résoudre le problème.

■ Col Hervé de Weck

Dans ce contexte, on imagine mal l'Union de l'Europe occidentale devenir, dans les dix ans, le bras armé de l'Union européenne. L'OTAN ne connaîtra pas, durant la même période, de concurrence crédible. La Suisse conservera une neutralité, peut-être adaptée aux conditions nouvelles. Il se pourrait bien que nos concitoyens soient, comme le 82 % des Autrichiens, très favorables au maintien de la neutralité qu'ils voient comme une des dernières marques de leur identité².

Jusqu'en 1990, les menaces restaient prévisibles et la situation semblait claire : il fallait faire face aux menaces directes et indirectes du Pacte de Varsovie. Aujourd'hui, l'évolution à court terme s'avère imprévisible, surtout la violence en-dessous du seuil

de guerre. Il suffirait de peu pour qu'en Europe, on devienne plus « nerveux », à la suite d'une offensive terroriste, déclenchée par des groupes, des sectes et des mouvements intégristes ou extrémistes, entre autres l'ETA (Pays basque) ou l'IRA (Irlande du Nord), qui n'évoluent plus dans leur milieu d'origine « comme des poissons dans l'eau » et dont certains disposent de bases arrière en Suisse. L'informatique et Internet donnent de telles possibilités à des mouvements terroristes que même les contre-espionnages ne savent plus tout ce qui se trame en Europe.

1. La Russie et le contrôle des armes nucléaires

Les longues absences du président Eltsine et l'état de son cœur pouvaient faire

croire à un éclatement de l'empire russe ; son opération et sa réélection semblent avoir modifié la situation politique du pays. La crise intense de pénurie et de décomposition dont souffrent les forces armées, la profonde crise de reconversion pourraient amener au pouvoir un régime autoritaire, éventuellement de type militaire. A moyen terme, une sorte de Commonwealth sous direction russe semble possible, qui regrouperait la majorité des territoires de l'ex-Union soviétique, voire une authentique fédéralisation à la yougoslave. La Russie a toujours su se relever rapidement de situations internes que les experts étrangers jugeaient sans espoir. Se montrera-t-elle à nouveau impérialiste et menaçante dans un futur plus ou moins proche ?

Dans le classement des puissances mondiales, la Rus-

¹ Charles Lanbroschini, *Le Figaro*, 22 juillet 1995.

² « Internationale Kurzberichte », IAP-Dienst. Unabhängiger Informations- u. Hintergrunddienst Nr. 5/1995.

sie, vu sa situation économique et financière, est loin d'être le numéro deux après les Etats-Unis, mais ses voisins continuent d'en avoir peur. Maintenant que la Pologne, la Hongrie et la Tchéquie ont réussi leur examen d'entrée dans l'OTAN et semblent avoir des chances de se faire admettre dans l'Union européenne, d'autres Etats d'Europe centrale et orientale aimeraient en faire autant, tellement leurs dirigeants connaissent l'histoire de leur grand voisin de l'Est.

La Russie reste cependant un acteur principal parce qu'elle dispose d'armes nucléaires, dont le contrôle par les autorités politiques et militaires cause des soucis, tant aux Américains qu'aux Européens. Au début février 1997, le ministre de la Défense, Igor Rodionov, prétendait craindre que « d'ici quelque temps la Russie n'arrive au seuil au-delà duquel missiles et systèmes nucléaires deviennent incontrôlables. (...) Les Etats-Unis renouvellent au moins une fois tous les cinq ans leurs systèmes de contrôle, alors que nous ne nous occupons que de prolonger la durée d'exploitation de nos équipements. » A-t-il noirci le tableau afin de débloquer des fonds pour la défense ? On peut en douter, puisque d'innombrables témoignages confirment l'é-

tat de déliquescence avancé des forces armées russes, y compris des forces nucléaires qui ne tiendraient encore que par « l'enthousiasme des hommes³ ».

Les autorités à Moscou semblent ne pas connaître exactement les stocks de matière fissile qui existent dans le pays, ce qui ne signifie pourtant pas qu'elles favorisent des ventes clandestines à des Etats proliférateurs ou à des groupes terroristes, bien qu'en Occident, on ait intercepté des trafiquants avec divers échantillons. Les inventaires, ce qui est déjà très inquiétant, restent lacunaires, même lorsqu'ils concernent le plutonium et l'uranium militaires⁴.

Et il y a les déchets atomiques, les dix sous-marins retirés du service, qui se trouvaient en juin 1994 au port de Sewerodwinsk, sans que leur réacteur nucléaire ait été vidé de ses matières fissiles, les 121 sous-marins déclassés qui, à la même époque, traînaient dans les bases des flottes de la mer du Nord et du Pacifique, les divers systèmes d'armes nucléaires abandonnés dans la nature ou noyés dans l'océan Arctique. Un tiers de la superficie du Kazakhstan serait contaminée par la radioactivité due aux quelque cinq cents essais nucléaires au centre de Semipalatinsk⁵.

Les scénarios-catastrophe concernant le nucléaire civil doivent prendre en compte des catastrophes semblables à celle de Tchernobyl !

2. L'islamisme, une menace pour l'Europe ?

Si l'islamisme dans ses républiques musulmanes a favorisé l'implosion de l'Union soviétique, s'il apparaît comme un paramètre majeur au Proche-Orient, il concerne également l'Europe, puisqu'en Allemagne et en France, pour ne prendre que deux cas, on dénombre de très importantes minorités musulmanes dans lesquelles fermentent l'islamisme, l'intégrisme et le fondamentalisme. Au niveau de la sécurité et de la violence infra-guerrière, les différences entre ces attitudes extrémistes importent peu.

Dans le monde musulman, ce déversement de la religion dans la vie économique, sociale et politique ne procède pas d'une révolution spirituelle, d'une renaissance religieuse, d'un attachement outrancier aux valeurs du passé, mais de difficultés à s'insérer dans un modèle de civilisation moderne, par les échecs, aussi bien du libéralisme que du socialisme en provenance du monde occidental. Le rejet

³ Laure Mendeville : « Russie, l'arsenal nucléaire à la dérive », Le Figaro, 9 février 1997.

⁴ 200 tonnes de plutonium et 1000 tonnes d'uranium en 1994, selon les données fournies par certains services de renseignements occidentaux.

⁵ Friedrich Wilhelm Schlossmann : « ABC Waffen der früheren Sowjetunion : Wo sind sie geblieben ? », Strategie 2/1995, pp. 28-32.

par une partie des musulmans de valeurs qui, chez nous, semblent fondamentales s'explique aussi par les fautes et les abus d'un certain capitalisme « sauvage ». Il existe un parallélisme entre les revers des régimes nationalistes et la montée de l'islamisme ; celui-ci vient combler un vide, il ne le crée pas. Plus il se démarque, plus il rassemble et accroît sa crédibilité, surtout chez les plus défavorisés. Lorsque le système en place souffre d'une profonde crise de déliquescence, l'islamisme étend alors son influence sur l'ensemble des classes sociales, apparaissant comme un creuset dans lequel le nationalisme tente de faire peau neuve⁶.

L'islamisme n'est pas une force monolithique, une menace semblable à celle de l'idéologie communiste durant l'entre-deux-guerres, lorsque Moscou dictait la conduite à suivre à tous les partis frères dans le monde ! Dans le monde musulman, il y a toujours eu d'importantes divergences, de séculaires oppositions.

En Algérie, au Cachemire, en Bosnie, au Caucase se trouvent d'anciens volontaires de la guerre d'Afghanistan, ainsi que des réseaux terroristes capables d'exploiter les solidarités entre groupes musulmans extrémistes à travers le monde. On est loin, cependant, de la vague



Lutte contre le terrorisme : le robot commandé à distance permet d'approcher sans risque les véhicules suspects.

s'apprêtant à déferler sur l'Occident dont on parle parfois, ceci malgré l'exaltation de certains discours. Il faut tenir compte de la rhétorique orientale !

« Des Etats fondés sur des idéologies fondamentalistes, rappelle Jean-François Mayer, un spécialiste suisse de la question, peuvent poser de sérieux problèmes de sécurité, surtout s'ils se trouvent voisins d'autres Etats aux idéologies opposées ou s'ils estiment avoir le devoir de répandre leurs principes à travers le monde. (...) Reste

à savoir si le soutien aux stratégies répressives de régimes discrédités constitue une prévention ou alimente le dynamisme du militantisme et l'hostilité à l'Occident. Le fondamentalisme doit-il être combattu avec des chars ou avec d'autres idées⁷ ? »

Au début de l'année 1997, une étude effectuée par une institution privée, à la demande du haut commandement américain, estimait inévitable l'arrivée au pouvoir du Front islamique du salut (FIS). L'Algérie sera probablement le prochain Etat

⁶ Berque, Jacques : « Islam et islamismes » ; Ghalioum, Burhan : « Du nationalisme à l'islamisme », Défense nationale, juillet 1995.

⁷ Mayer, Jean-François : Religions et sécurité internationale. Berne, Office central de la défense, 1995, pp. 95-96.

fondamentaliste. La pire hypothèse serait « une accession au pouvoir à la faveur du chaos, de la violence, d'un effondrement du gouvernement et même d'une révolution sociale⁸. »

Cette analyse reste-t-elle valable au lendemain des élections en Algérie qui ont légitimé le président Zeroual qui s'est senti dès lors assez fort pour libérer certains dirigeants islamistes ? Depuis l'été 1997, la multiplication des attentats, barbares et san-

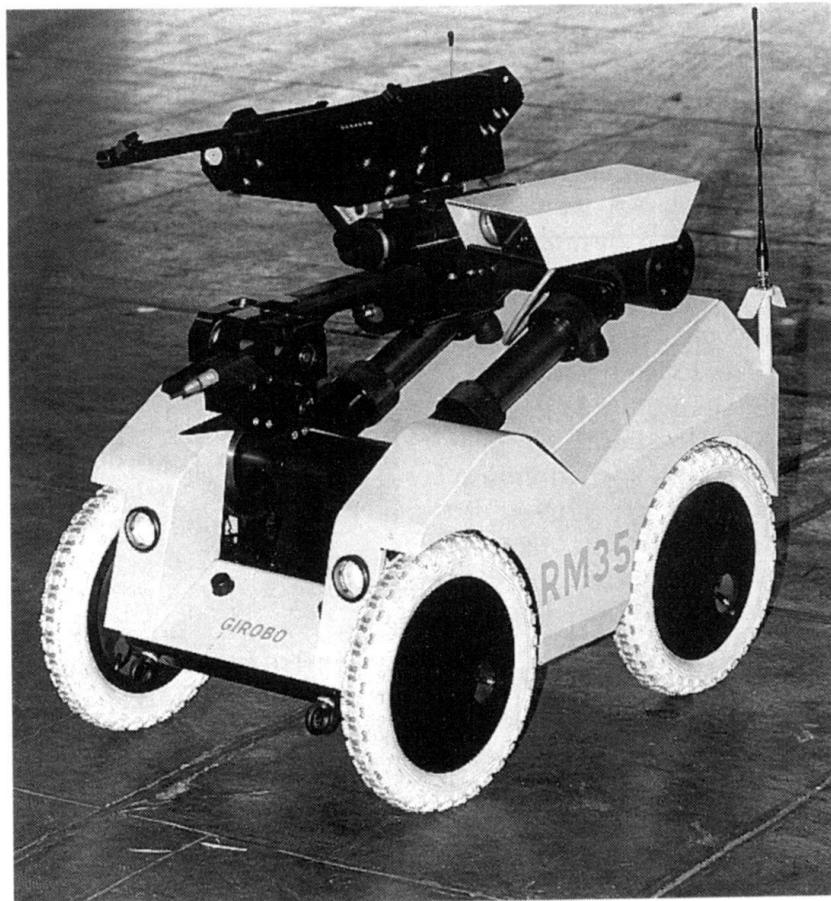
gents, du Groupe islamique armé (GIA) ou de l'Armée islamique du salut (AIS), bras armé du FIS, pourraient indiquer l'isolement des extrémistes et leur désespoir de n'avoir pas obtenu le pouvoir malgré la terreur⁹.

Quelques chiffres argumentent une telle analyse. Pendant la guerre d'Algérie, les Français ont déployé jusqu'à 450 000 hommes et 100 000 supplétifs, adossés à 1 million d'Européens, les pieds noirs, face à 9 mil-

lions d'Algériens. Aujourd'hui, l'Algérie compte 27 millions d'habitants et ses forces armées 165 000 hommes, dont seuls 60 000 peuvent être engagés dans le terrain. Est-il dès lors possible de contrôler la population et le terrain ou même de le quadriller ? Le pouvoir n'aurait aucune chance de résister à un mouvement de fond appuyé par une large partie de la population. La résistance à l'islamisme semble donc le fait de la société algérienne dans son ensemble.

En Egypte, en Arabie saoudite, l'islamisme pénètre toujours plus les structures de l'Etat. Au Maroc, où le roi Hassan II estime que les courants islamistes cherchent à s'emparer du pouvoir, se pose un problème de succession : si le souverain, qui ne l'a pas réglé, devait mourir, un séisme d'intensité inconnue pourrait se produire.

Depuis quelque temps, le Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK), dont l'idéologie n'avait rien de religieux à l'origine, tend à « s'islamiser », ce qui pourrait conduire à des alliances potentiellement explosives avec des groupes islamistes qui le combattaient au Kurdistan avec les encouragements des militaires turcs. En Europe balkanique, la formule « Plutôt le turban du Turc que la tiare du pape » se vérifie encore, si bien que les relations entre orthodoxes et catho-



Pour faire face à des actions terroristes ou des prises d'otage, la police dispose de matériels spéciaux. Ici, un robot appelé RM-35, un développement français (Photo: GIAT Industries).

⁸Le Quotidien jurassien, 14 février 1997.

⁹Aït-Larbi, Arezki : « L'émir du GIA abattu », Le Figaro, 25 juillet 1997.



Désinformation. (L'Hebdo, 8 mai 1996).

liques varient entre la paix et la guerre, ne serait-ce qu'en raison du fait que chaque Eglise orthodoxe autocéphale mène plus ou moins sa propre politique¹⁰.

3. Le terrorisme et les sectes

Tout affrontement, au fond de l'Anatolie, dans le Kurdistan irakien, au Moyen-Orient ou en ex-Yougoslavie, peut avoir des retombées violentes et sanglantes n'importe où en Europe, donc en Suisse. Il en va de même pour l'islamisme, malgré ses

divisions. Au début de l'année 1996, le leader séparatiste tchétchène, feu le général Djokhar Doudaïev, ne proclamait-il pas son intention de répandre en Europe le conflit entre Tchétchènes et Russes, afin de punir le « soutien tacite » des Occidentaux à la politique de Moscou ? Comme tous les chefs de « mouvements de libération », il comprenait la fragilité des sociétés post-industrialisées confrontées à une campagne terroriste ; il y voyait une façon efficace de faire pression sur des gouvernements démocratiques. Dans la foulée, il indiquait

que ses hommes appliquaient la charia aux prisonniers russes¹¹.

En France, les responsables de l'anti-terrorisme ne craignent pas tellement les actions de mouvements implantés au Proche-Orient, puisque Paris pratique une politique équilibrée dans la région et que, d'autre part, les groupes extrémistes palestiniens, comme le Hamas ou le Djihad islamique, n'ont jamais frappé à l'étranger. Il n'en va pas de même des mouvements islamistes d'Afrique du Nord, d'autant plus que la prévention s'avère délicate. Seule une minorité, au sein des communautés maghrébines en Europe, pose problème ; pourtant, l'importance numérique de ces dernières complique sérieusement la tâche. Repérer d'éventuels terroristes, parmi trois millions de personnes en France, est une entreprise d'une autre dimension que de suivre, dans les années 1980, la piste de quelques activistes palestiniens, très professionnels mais isolés.

En France, on surveille également des mouvements qui, comme l'ETA basque, peuvent devenir « enragés », les terroristes se montrant d'autant plus imprévisibles et impitoyables que leur action échappe à toute logique politique, qu'ils perdent la sympathie de l'opinion publique et que leur organisation sombre dans le crime

¹⁰ Jean-François Mayer, *op. cit.*, pp. 17, 132-133.

¹¹ L'Express, 13 février 1996.

organisé. Le Pays basque s'est vu accorder une très large autonomie par le gouvernement espagnol. Cela enlève beaucoup de sa « légitimité » à l'ETA, qui, imitant la mafia italienne, pratique depuis longtemps l'enlèvement comme une industrie. Ne lui faut-il pas, chaque année, quelque cinq cents millions de francs suisses ?

Depuis l'attentat au sarin dans le métro de Tokyo en 1995, on sait que des sectes comme Aoum, prises de délires paranoïaques, peuvent devenir extrêmement dangereuses. Des disciples ont reconnu avoir propagé le virus de l'anthrax, qui peut provoquer une infection mortelle, dans les rues de Tokyo à fin juin 1993. La souche, cultivée dans un laboratoire de la

secte, fut diffusée par un système de pulvérisation placé au sommet d'un immeuble. Pendant quatre jours, des mauvaises odeurs avaient été signalées, mais personne n'avait été contaminé¹²... Au cas où un tel attentat ferait des victimes, il faudrait sans doute, en Suisse comme ailleurs, faire appel à la troupe, pour éviter la panique, faire respecter les mesures de quarantaine, d'isolement ou de bouclage, éviter le pillage. Dans de telles circonstances, ne faut-il pas protéger la population malgré elle¹³ ?

En Europe, aucun signe de « dérive paramilitaire » n'est perceptible, pour l'instant, au sein des sectes. D'autre part, le vieux continent ne semble pas avoir sécrété de groupes paranoïaques

semblables aux milices des Etats-Unis¹⁴.

Les mouvements terroristes savent choisir leurs cibles ; ils n'assassinent pas tellement des hommes politiques, qu'ils savent interchangeables, mais plutôt des responsables de la sécurité et des militaires. Pour s'en convaincre, il suffit de parcourir le sombre catalogue des attentats de l'ETA en Espagne. La prise d'otages s'avère également payante, à condition qu'elle se pratique sur un groupe social qui empêche toute réaction de la part des autorités. Un commando s'empare d'une clinique de pédiatrie avec les petits patients, lance un missile de croisière (en y mettant le prix, il est possible de s'en procurer), depuis un « innocent » cargo croisant en Méditerranée, contre des objectifs soigneusement sélectionnés (centrale nucléaire, gare importante, barrage)¹⁵.

Le missile de croisière, programmé pour utiliser au mieux le relief du terrain durant son vol, coûte aujourd'hui des millions. Demain, il pourrait exister dans une version « légère » à portée des premiers bricoleurs venus qui en achèteraient les composantes dans le commerce : modèles réduits d'avions, systèmes automatiques de détermination de la posi-



Gabegie en Albanie (Quotidien Jurassien, 15 mars 1997).

¹² Le Figaro, 28 juillet 1995.

¹³ Le Fourrier suisse romand, N° 718.

¹⁴ « Les menaces qui pèsent sur la France », « Espagne, Basques enragés » Le Figaro, 31 juillet 1996 et 12 février 1997.

¹⁵ Langendorf, Jean-Jacques : « Mené, Tezel, Parsin ou le pesage du chapon casqué », Armée 2001. Le futur de la défense nationale en Suisse. Genève, Georg, 1995, pp. 127-128.

tion (GPS), micro-informatique, le tout permettant une précision de guidage très élevée¹⁶.

Pourtant, les autorités ne se trouvent pas désarmées face au terrorisme. Dans un corps sain, bien préparé, toute attaque virale provoque l'émission d'anti-corps... Le fait d'offrir une forte prime pour des informations décisives contribue à déstabiliser les terroristes et leur faire commettre des erreurs. Ils cherchent à se contacter ; ils ne comprennent pas pourquoi leurs revendications ne sont pas publiées et se manifestent à nouveau, ce qui accroît les chances de succès des écoutes téléphoniques. A condition, bien entendu, que les juristes n'aient pas interdit totalement cette arme aux forces de l'ordre ! Ils se décident, peut-être, à quitter le pays, ce qui augmente les possibilités de les intercepter.

En Algérie, la tête d'Antar Zouabri, l'émir du GIA, avait été mise à pris pour 110 000 francs suisses. Dans quelle mesure l'attrait de la prime a-t-elle permis l'opération au cours de laquelle il a été abattu¹⁷ ?

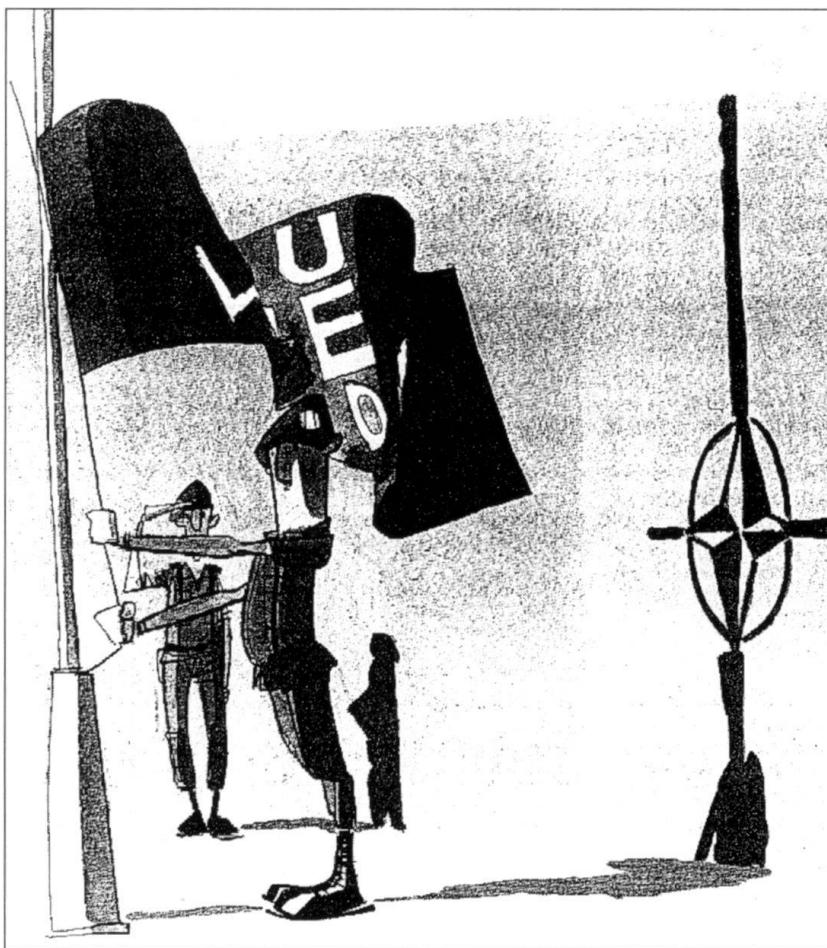
4. Le crime organisé

Menace grave, elle aussi, le trafic de drogues se mondialise. Des « zones grises » s'étendent dans les grandes ag-

glomérations et leurs banlieues où la loi reste lettre morte, où les forces de l'ordre doivent monter de véritables opérations avant de s'y aventurer, où de véritables « super-marchés » de la drogue s'organisent au vu et au su de tout le monde.

Selon le rapport 1996 de l'Organe international de contrôle des stupéfiants¹⁸, les gros bonnets de la drogue sévissent à l'échelle mondiale, tandis que les services de répression, qui en sont

restés à une échelle nationale, ne disposent pas des moyens d'enrayer les activités de ces « multinationales ». La réduction des contrôles aux frontières facilite par ailleurs la contrebande de produits interdits. L'Afrique, la Russie, l'Europe centrale et balkanique, les Pays-Bas sont des plaques tournantes. Les organisateurs d'un réseau criminel se trouvent dans un pays, les producteurs dans un deuxième, les distributeurs dans un troisième¹⁹. Quant aux revenus



¹⁶ Fischer, Pierre : « La bataille du futur », Armée 2001. Le futur de la défense nationale en Suisse. Genève, Georg, 1995, p. 237.

¹⁷ Le Figaro, 25 juillet 1997.

¹⁸ Agence spécialisée de l'ONU.

¹⁹ ATS, Le Quotidien jurassien, 3 mars 1997.

obtenus, ils sont blanchis dans un quatrième. Disposant de sommes qui peuvent représenter le budget d'un Etat moyen, les « parrains » peuvent infiltrer la politique et l'économie.

Le légalisme étroit et irréaliste, imposé par les juristes, qui prévaut souvent dans les démocraties occidentales, est-il vraiment la solution face à des gens aux moyens quasiment illimités, prêts à tout et qui ignorent la notion même de droit ? La dénonciation des banques suisses par une gauche doctrinaire qui les accuse de blanchir à tour de bras de l'argent sale est-elle fondée ou s'agit-il d'un chapitre d'un mauvais thriller politique ? Ne faudrait-il pas dans notre pays discuter, objectivement et sans a priori, les résultats des essais de distribution d'héroïne ?

5. Prolifération d'armes chimiques et nucléaires

La convention visant à l'interdiction totale des armes chimiques est entrée en vigueur cette année, un nombre suffisant d'Etats, dont les Etats-Unis l'ayant ratifiée. Pourtant, les problèmes posés par leur prolifération n'en sont pas pour autant réglés. La majorité des Etats arabes refusent de la ratifier, parce qu'Israël dispose de

moyens nucléaires. La bonne foi de gouvernements, comme celui du colonel lybien Kadhafi, laisse largement à désirer. En 1996, les Etats-Unis l'accusaient de construire depuis quatre ans, à Tarhunah (65 kilomètres au sud de Tripoli), une usine souterraine, la plus grande au monde capable de fabriquer du gaz moutarde et des nervins. Cette installation remplacerait celle de Rabta, détruite en 1990 lors d'un incendie. La Libye aurait contourné les mesures d'embargo en évitant les fournisseurs qui les respectent (Japon, Autriche, Allemagne, Grande-Bretagne, Pologne) ; de la main-d'œuvre thaïlandaise aurait été engagée. Le secrétaire d'Etat à la Défense a affirmé que les Etats-Unis envisageaient des opérations militaires contre cette usine. En 1986, ils avaient déjà bombardé plusieurs objectifs en Libye avec leur aviation.

Dans la foulée, Washington accusait l'Iran de posséder 2000 tonnes d'armes chimiques, le plus grand stock existant dans un pays du Sud²⁰. Après la guerre contre l'Irak, où ses troupes ont subi des attaques à l'arme chimique, l'Iran a mis au point une capacité offensive et défensive complète avec divers systèmes de lancement, dont des obus d'artillerie, des pulvérisateurs aéroportés et des têtes de mis-

siles. La production d'armes biologiques est en cours. La fabrication de telles armes est très difficile à contrôler, tant les produits et les procédés sont « duals » ! Les inspecteurs de l'ONU en Irak en savent quelque chose !

En revanche, rien n'indiquait en 1995 une capacité iranienne dans le domaine du nucléaire militaire, bien que le gouvernement finance des recherches dans cette direction. On sait que l'Irak et la Corée du Nord ont réussi à dissimuler leurs programmes militaires aux inspecteurs de l'Agence internationale pour l'énergie atomique...

La Russie, la Chine et le Pakistan ont signé des accords de coopération nucléaire avec l'Iran, ce qui pourrait l'aider à produire du plutonium, composant essentiel d'une arme nucléaire. Des entreprises d'Europe et de plusieurs anciennes républiques d'Union soviétique (Ukraine, Kazakhstan, Turkménistan, Azerbaïdjan) lui ont permis d'acquérir des techniques « sensibles ». En 1995, l'Iran ne disposait pas de réacteur pouvant servir à fabriquer du plutonium et il lui manquait les techniques essentielles en matière des missiles²¹.

H. W.
(*A suivre*)

²⁰ Ghazi, Savosh : « En cause, une usine chimique », 24 Heures, 6 avril 1996.

²¹ Union de l'Europe occidentale : La Méditerranée orientale. Document 1465, 24 mai 1995.